



CNLS Magazine

Semestriel d'information et de liaison du Conseil National de lutte contre le Sida et les IST, An 9 ; N° 014 Août 2020

Siège : Tokoin-Wuiti (Lomé), Boulevard Jean-paul II ; 01 BP 2237 Lomé 01; Tél : +228 22 61 62 77; www.cnlstogo.org E-mail : cnlstogo@cnlstogo.org



Le Togo valide son Plan stratégique national de lutte contre le SIDA 2021-2025



La Journée mondiale de lutte contre le sida, le 30 novembre à Afagnan.

SOMMAIRE

Editorial :	COVID-19, VIH et renforcement du système de santé	3
Actualité :		
	- VIH et COVID-19: le SP/CNLS-IST fait don de matériel de protection à la Plate-forme de la Société civile VIH.....	4
	- Le Togo valide son Plan stratégique national 2021- 2025.....	6
	- Elaboration d'une nouvelle note conceptuelle VIH 2021-2023 pour le financement du Fonds Mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.....	8
	- Les acteurs de communication proposent des indicateurs pour mesurer les activités de communication par le changement de comportement -VIH	9
Echos des acteurs :		
	- La Journée mondiale de lutte contre le sida 2019 à Afagnan.....	10
	- Revue trimestrielle des activités du projet #EAWA au Togo	13
	- Nouveaux messages éducatifs élaborés par le Ministère de la santé dans le cadre de la santé de reproduction.....	15
Focus :		
	- eCentre Convivial : la plateforme e-Santé est fonctionnelle.....	16
	- La promotion des droits sexuels des minorités sexuelles au Togo au centre d'un atelier	18
Humour :	20



OBJECTIF 90 90 90

90% des personnes séropositives connaissent leur statut sérologique,

90% des personnes qui connaissent leur séropositivité reçoivent des traitements antirétroviraux,

90% des personnes sous traitements antirétroviraux ont une charge virale indétectable.

CNLS Magazine

Directeur de publication

Vincent Palokinam PITCHÉ

Rédacteur en chef

Atinèdi GNASSE

Comité de Rédaction :

- Atinèdi GNASSE
- Damien Kégnidé AMOUSSOU
- Charles LIMAZIE
- Anoumou DAGNRA

Photos :

- Nestor NANDJI
- Honorine MOUKPE

Imprimerie: Honess Cel: (+228) 90 09 59 16

Prof. Vincent P. PITCHÉ,



La pandémie de la COVID-19 en ce début de l'année 2020 n'a épargné aucun pays, qu'il soit riche ou pauvre. Cette pandémie a mis en exergue les faiblesses des systèmes de santé, pas seulement des pays à ressources limitées, mais aussi des pays développés.

La forte mobilisation des pouvoirs publics et des populations a permis de limiter la morbidité et la mortalité de cette infection en Afrique, notamment au Togo. Pour la première fois, toutes les parties prenantes (pouvoirs publics, partenaires techniques et financiers et société civile) ont pris conscience au même moment de la faible capacité des structures de santé existantes à répondre efficacement à ce genre d'épidémie qui risque de n'être malheureusement pas la dernière de la série.

Paradoxalement, cette prise de conscience collective constitue un signe d'espoir pour le renforcement systémique et holistique de nos systèmes de santé afin d'accélérer le processus de la couverture sanitaire universelle. Le financement de la santé a été longtemps considéré comme des dépenses non rentables à court terme et moyen terme. En l'absence des systèmes de

couvertures sociales, le financement dans le domaine de la santé est un investissement dont les gains se mesurent en termes d'espérance de vie en bonne santé et de rendement économique des ressources humaines non malades. Dans cette nouvelle perspective post-COVID-19 qui se dessine pour les prochaines années, l'augmentation des financements domestiques de la santé sera du gage important pour assurer la pérennité des programmes de santé publique comme la lutte contre le VIH et le Sida. En effet, le Togo vient d'élaborer son cinquième plan national stratégique de lutte contre le VIH et le Sida pour les années 2021-2025. Ce nouveau plan stratégique a prévu des interventions de renforcement du système de santé et d'intégration de services. Le Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme qui est un partenaire financier majeur de notre pays dans la lutte contre ces trois infections depuis plusieurs années prend en compte de plus en plus les interventions de renforcement du système de santé. En effet, ses recommandations pour les notes conceptuelles pour les trois maladies ont mis un accent important sur le renforcement des systèmes de santé. Tous les partenaires financiers du Togo doivent converger dans le même sens, celui d'aider le pays à construire un système de santé robuste et pérenne.

COVID-19

FACE AU CORONAVIRUS : POUR SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES



Se laver très régulièrement les mains



Tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir



Utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter



Saluer sans se serrer la main, éviter les embrassades

DES GESTES SIMPLES QUI SAUVENT

Atinèdi GNASSE,

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID-19, le Coordonnateur National du Secrétariat Permanent du Conseil National de lutte contre le sida et les infections sexuellement transmissibles (SP/CNLS-IST), Professeur Vincent Palokinam PITCHÉ, a remis un lot de matériel de protection contre le Coronavirus à la Plateforme de la société Civile en lutte contre le sida et pour la santé (PF/OSC-VIH). La remise a eu lieu dans les locaux du Secrétariat Permanent du CNLS-IST à Tokoin-Wuiti, Boulevard Jean-Paul 2, le 20 avril 2020.



Prof. Vincent P. PITCHÉ (costume) remettant le lot de matériel.

Le lot de matériel réceptionné par le Président de la Plateforme des Organisations de la société civile est composé de gants, de masques et de dispositifs de lavage de mains avec accessoires.

Qu'est-ce qui motive un don de matériel de lutte contre le coronavirus à des acteurs de lutte contre le sida, Professeur Vincent PITCHÉ explique que "les PVVIH font partie des personnes les plus vulnérables dans cette période de la pandémie de la COVID-19".

En plus, le personnel soignant est très exposé face à cette infection au cours de ses activités. "C'est pour protéger les PVVIH et le personnel soignant que le CNLS a offert dix-huit mille (18000) paires de gants, quatre mille (4000) masques chirurgicaux et 20 kits de dispositifs lave-mains à 20 structures associatives de prise en charge des PVVIH au Togo".

Le Président de la Plateforme des Organisations de la Société Civile en lutte contre le sida et pour la promotion de la santé, Monsieur Eugène NOVON, a remercié le Coordonnateur National du SP/CNLS-IST pour ce geste important car "le besoin est réel sur le terrain". Il a rassuré que "la liste des structures bénéficiaires est déjà disponible

et que la répartition va se faire sans délais".



VIH et Coronavirus.

Le Togo a annoncé le 06 mars 2020 la découverte le 05 mars d'un cas de contamination du coronavirus sur son sol. Depuis, le gouvernement a pris des mesures

dénommées mesures-barrières afin de faciliter la lutte contre cette pandémie. Qu'est-ce que coronavirus? Les personnes vivant avec le VIH sont-elles plus à risque que les autres ? Comment peuvent-elles se protéger?

VIH et Coronavirus : quelles relations

La COVID-19 se propage le plus souvent d'une personne infectée à une autre personne des façons suivantes :

- **Contact rapproché** : Inspirer des gouttelettes respiratoires générées par une personne lorsqu'elle tousse, éternue, parle, rit ou chante.
- **Surfaces contaminées** : Toucher un objet sur lequel le virus se trouve, puis se toucher la bouche, le nez ou les yeux sans se laver d'abord les mains.
- **Salutations d'usage** : Donner des poignées de main, accolades ou baisers.

Face à la maladie à coronavirus (COVID-19), l'on peut se demander si les personnes vivant avec le VIH ne sont pas plus fragiles que les autres.

Pas de surrisque

Si les personnes vivant avec le VIH ont une bonne fonction immunitaire, il n'y aurait donc pas de risque de contamination ou d'aggravation en cas de contamination par le coronavirus qui soit supérieur à celui des personnes en bonne santé. Le taux de CD4 est un marqueur de la santé du système immunitaire pour les PVVIH. Si ce

marqueur ainsi que celui de la charge virale sont bons, il n'y a donc pas d'inquiétude supplémentaire à avoir.

Eviter les rapports sexuels ?

Le coronavirus s'attrape par les gouttelettes quand quelqu'un parle ou tousse. Celles-ci se déposent également sur les objets, et si une personne passe sa main et porte ensuite à sa bouche, à ses yeux ou son nez, elle peut se contaminer. Les rapports sexuels peuvent donc favoriser la propagation du coronavirus, par la proximité des corps. Mais le coronavirus n'est pas sexuellement transmissible. Ce n'est pas la relation sexuelle en soi qui est donc contagieuse. Cela dit, les gestes de prévention de coronavirus dénommées mesures barrières sont les mêmes pour tous.

SI VOUS AVEZ DES SYMPTÔMES TELS QUE LA FIÈVRE, LA TOUX, DES DIFFICULTÉS À RESPIRER, CONTACTEZ VOTRE MÉDECIN TRAITANT PAR TÉLÉPHONE ET INFORMEZ VOTRE MÉDECIN RÉFÉRENT VIH. NE VOUS RENDEZ À L'HÔPITAL QUE SUR RECOMMANDATION DE VOTRE MÉDECIN !

Gestes recommandés pour éviter la propagation du coronavirus	
Gestes recommandés	Justification
Se laver les mains régulièrement avec de l'eau et du savon, ou les désinfecter avec du gel hydroalcoolique	Le fait de se toucher le visage après avoir touché des surfaces contaminées ou des personnes malades est l'un des modes de transmission du virus. En se lavant les mains, on peut réduire le risque.
Tousser et éternuer dans un mouchoir ou dans le pli de son coude	Toussez ou éternuez dans votre manche ou utilisez un mouchoir en papier qui doit être jeté immédiatement dans une poubelle fermée, puis nettoyez-vous les mains.
Rester à distance d'au moins 1 mètre des autres et saluer sans se serrer les mains	Lorsqu'une personne infectée par un virus respiratoire, comme la COVID-19, tousse ou éternue, elle projette de petites gouttelettes contenant le virus. Si vous êtes trop près, vous pouvez inhaler le virus. Donc un contact étroit est aujourd'hui considéré comme à risque dans la transmission du virus. Il est recommandé de limiter les contacts humains proches. <i>On ne se fait plus la bise, on ne se serre plus la main.</i>
Portez un masque Et respecter les règles d'hygiène respiratoire	Se couvrir la bouche et le nez en cas de toux ou d'éternuement permet d'éviter la propagation des virus et autres agents pathogènes.

En cas de symptômes suspects appelez 111

Honorine MOUKPE, Atinèdi GNASSE

Le Conseiller Santé du Président de la République (Président du Conseil National de lutte contre le Sida) a présidé le vendredi 13 mars 2020 à Lomé l'atelier de validation du Plan Stratégique national de lutte contre le sida (PSN) 2021-2025. Organisé par le Secrétariat Permanent du Conseil national de lutte contre le Sida (CNLS-IST), l'atelier a eu lieu à l'hôtel Lébénin. Il a regroupé les représentants du Parlement, du Secrétariat Permanent du CNSL-IST, des Programmes de santé, des Comités Ministériels de lutte contre le Sida (CMLS), des Comités d'Entreprises de lutte contre le Sida (CELS), des organisations de la société civile, des confessions religieuses, des services et structures décentralisés, des partenaires techniques et financiers, etc.



Photo de famille à la cérémonie d'ouverture

L'ouverture solennelle

Le discours d'ouverture a été prononcé par Professeur SONGNE Badjona, Conseiller Santé du Président de la République. Il s'est félicité de la validation du cinquième Plan Stratégique en ce moment. Selon lui, la validation de ce PSN "permettra d'accélérer le mouvement de la mise en œuvre des interventions retenues vers l'horizon 2025". Il a salué la multisectorialité de la lutte et a rappelé "l'importance accordée à la lutte par les hautes autorités du Togo". Selon lui, "la lutte contre le sida depuis le début a été prise en compte dans les priorités nationales par les plus hautes autorités du pays qui ne ménagent aucun effort pour l'organisation de la lutte, la définition des priorités et la mobilisation des ressources".



Dr Eric VERSHUEREN

"Les plans stratégiques sont les miroirs de ces objectifs mondiaux et chaque pays les adapte à son contexte". Pour lui, le Togo se trouve bien dans ce processus. La coordination nationale, a-t-il observé, a réalisé "deux grands travaux appréciables".

Il s'agit de l'adoption successivement de la politique nationale Vision 2030 et du Plan Stratégique National 2021-2025. Il a rassuré du soutien de la Communauté internationale dont l'appui a permis d'accélérer la rédaction de ces textes de politique et de planification.



Professeur SONGNE à l'ouvert les travaux

Le Directeur Pays de l'ONUSIDA, Dr Eric VERSCHUEREN, a, dans son intervention, rappelé que les cibles fixées au niveau international dans la riposte au VIH consistent à réduire le nombre des nouvelles infections, le nombre de décès liés au sida et le nombre des cas de stigmatisation et de discrimination.

Le Coordonnateur national du SP/CNLS-IST, le premier à prendre la parole au cours de cette cérémonie d'ouverture, a remercié les participants pour leur temps qu'ils ont accepté de sacrifier pour répondre présents à l'atelier.



Professeur PITCHE

Il s'est attardé sur le contenu du Plan qui, selon lui, "permettra au Togo d'atteindre en priorité quatre résultats d'impact d'ici 2025": les nouvelles infections sont réduites de 75% dans la population générale d'ici 2025; la mortalité des PVVIH (adultes, adolescents, enfants) est réduite de 80%; l'environnement social, politique et juridique est favorable à l'accès et à l'utilisation continue des services VIH pour les populations clés et les PVVIH;

et la gouvernance de la riposte au VIH et au SIDA est performante d'ici 2025.



Des participants en travaux de groupe

Les travaux de validation

Les travaux ont connu trois étapes : la présentation de l'articulation du PSN 2021-2025 par le Consultant national, Dr DEKU Kodjo; les travaux en quatre groupes sur le document et la plénière de restitution de ces travaux. Le document final validé comporte les résultats d'impact qui peuvent être résumés dans le tableau ci dessous :

Tableau : Impacts et actions du PSN 2021 - 2025

<p>Impact 1 : Les nouvelles infections sont réduites de 75% dans la population générale d'ici 2025</p>	<p>Au centre des interventions de prévention il y aura l'offre de services de prévention combinée pour les populations clé et pour les populations vulnérables. La réduction des nouvelles infections chez les jeunes et adolescents(e)s sera renforcée à travers la redynamisation de l'éducation sexuelle à l'école et en agissant sur les facteurs de basculement des jeunes filles dans la prostitution et les prises de risque. L'offre de ces services sera développée à travers des stratégies appropriées pour chaque type de population (éducation par les pairs, stratégies ciblées de dépistage, disponibilité de préservatifs, gels et lubrifiants, diagnostic et traitement des IST ; Prophylaxie pré exposition ; prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant).</p>
<p>Impact 2 : La mortalité des PVVIH (adultes, adolescents, enfants) est réduite de 80% d'ici 2025</p>	<p>Le présent PSN va permettre de poursuivre et de renforcer la capacité de mise sous traitement du pays et de développer des synergies avec le secteur privé et le secteur communautaire pour une offre de services centrée sur le patient. La question du dépistage et de la prise en charge correcte des comorbidités deviendra une question prioritaire pour réduire le taux de décès chez les PVVIH ainsi que la poursuite du soutien social et communautaire.</p>
<p>Impact 3 : L'environnement social, politique et juridique est favorable à l'accès et à l'utilisation continue des services VIH pour les populations clé et les PVVIH</p>	<p>En consacrant un axe entier à la question de genre et droits humains dans son PSN, le Togo s'engage fortement à lever les dernières barrières et créer un environnement social et juridique favorable pour tous, sans discrimination. De ce fait, l'ensemble des acteurs seront amenés à s'engager fortement contre les actes de stigmatisation/discrimination et contre les violences qui éloignent certains groupes de population des services de santé.</p>
<p>Impact 4 : La gouvernance de la riposte au VIH et au Sida est performante d'ici 2025</p>	<p>L'accent sera mis sur une remobilisation de l'ensemble des acteurs clé en travaillant sur les partenariats et les synergies afin de mieux profiter des opportunités qu'offrent les initiatives de développement à la riposte au VIH. Des partenariats seront développés avec les grandes villes du pays qui portent une grande part du fardeau de l'épidémie du VIH ainsi qu'avec d'autres secteurs du développement pour agir ensemble sur les vulnérabilités qui sont communes au VIH et à d'autres secteurs du développement. Le système de suivi-évaluation sera renforcé pour mesurer la performance de la riposte. Un effort sera fait pour mobiliser les financements nécessaires pour la mise en œuvre efficace de ce plan</p>

La mise en œuvre du PSN 2021–2025 nécessitera la mobilisation des ressources financières estimées à quatre-vingt sept Milliards de FCFA (133 millions

d'euros). 53% des ressources seront consacrés aux soins et traitement, 32% à la prévention, 12 % à la gouvernance et 2% au genre et droits humains.

Charles LIMAZIE

Le deuxième cycle de financement du Nouveau Modèle de Financement du Fonds mondial de lutte contre le Paludisme, la Tuberculose et le Sida prend fin le 31 décembre 2020 pour les trois maladies. Afin d'assurer la disponibilité de l'offre de services, le pays a bénéficié d'une subvention du Fonds mondial pour 3 ans sur la période de 2021 à 2023. La lettre d'allocation a été reçue le 16 décembre 2019 avec un montant de 98 856 160 Euros (64 845 390 145 FCFA) pour les trois maladies (VIH, Tuberculose et paludisme) soit une augmentation de 69% par rapport à la précédente. Cette subvention va couvrir une période de 3 ans soit du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023. Cette nouvelle note conceptuelle constitue une bonne perspective du financement du plan stratégique pour les trois prochaines années

Les fonds alloués sont répartis entre les trois maladies : le VIH bénéficie de 40 782 952 euros, la Tuberculose de 3 517 630 euros et pour le Paludisme il est affecté 54 555 578 Euros.

Le processus de l'élaboration de la note conceptuelle VIH a été conduit sous le leadership du Country Coordinating Mechanism (CCM) qui est l'Instance nationale de coordination des projets du Fonds Mondial avec l'appui technique d' l'ONUSIDA. Les travaux ont commencé le 23 mars et les documents ont été soumis au Fonds Mondial le 31 mai 2020 après leurs validations par le CCM le 20 mai. Le financement du Fonds Mondial s'inscrit dans le cadre de l'atteinte des objectifs de développement durables (ODD3) et vient compléter les efforts du gouvernement et d'autres partenaires techniques et financiers.

Sur le plan programmatique, des innovations ont été prises en compte dans cette note conceptuelle à quatre niveaux, dans le cadre de l'atteinte des trois 90 et de la qualité des données. En effet pour améliorer les résultats du 1er 90 (90% des personnes séropositives connaissent leur statut), de nouvelles stratégies de dépistage ont été initiées. Il s'agit essentiellement de l'index testing, de l'Approche améliorée de sensibilisation des pairs dont l'appellation en anglais *Enhanced peer outreach approach* a donné le sigle *EPOA*. Le dépistage est accompagné de conseils et d'entretiens. Ces approches ont permis de dépister plusieurs cas positifs mis sous traitement et d'augmenter la file active des malades en 2019.

En ce qui concerne l'atteinte du 2ème 90 (90% des personnes testées positives sont sous traitement antirétroviral, ARV), l'approche «traiter tous» est celle

adoptée et utilisée dans la prise en charge des Personnes vivant avec le VIH (PVVIH). Le suivi différencié et la dispensation multi mois permettent une prise en charge plus efficiente des PVVIH.

L'innovation principale du 3ème 90 (90% des PVVIH sous ARV ont leur charge virale indétectable) est l'organisation des prélèvements groupés par laboratoire. Ceci permet à tous les patients notamment ceux des zones les plus reculées de bénéficier de la charge virale.

S'agissant de la qualité des données, le-tracker est développé et implémenté dans un premier temps sur les sites PEPFAR et sera élargi à 50 autres sites de prise en charge. C'est un outil qui permet un suivi individualisé des PVVIH.

Les Impacts attendus de la note conceptuelle VIH sont de : i) réduire le nombre de nouvelles infections par le VIH pour 1000 habitants non infectés de 0,5128 en 2019 à 0,33080 en 2023; ii) réduire le nombre de décès liés au sida pour 100,000 habitants de 36,7 en 2019 à 20,4 en 2023; iii) réduire le pourcentage d'hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes vivant avec le VIH de 21,98% en 2017 à 13,80% en 2023; iv) réduire le Pourcentage de professionnels du sexe vivant avec le VIH de 13,16% en 2019 à 11,50% à 2023.

Sur le plan des résultats programmatiques, le Togo, en 2023, veut atteindre : i) 95,1% pour le nombre de personnes connaissant leur statut VIH ; ii) 93 % des PVVIH connaissant leur statut seront sous traitement antirétroviral (ARV) ; iii) 92 % des PVVIH sous ARV auront leur charge virale supprimée.



« Face aux IST et au VIH ne comptez pas sur la chance. Portez un préservatif »

Abla EDENAKPO

Le Jeudi 26 Décembre 2019, le Secrétariat Permanent du Conseil National de lutte contre le Sida et les infections sexuellement transmissibles (SP/CNLS-IST) a organisé, dans ses locaux, une réunion de coordination avec les acteurs de Communication pour le changement de comportements en matière des IST, VIH et sida au Togo.



Les participants en photo de famille

Cette réunion qui a vu la participation d'une vingtaine d'acteurs de la communication a eu pour objectif de proposer des indicateurs à prendre en compte dans le rapportage des activités de communication.



... travaillant en groupes



Les participants ...

Les travaux de cette journée ont débuté par un petit mot introductif de la représentante du système des Nations Unies, Dr Angèle MABOUDOU de l' ONUSIDA. Après avoir remercié le CNLS, elle a donné un exemple sur un PVIH qui prend bien ses ARV pour illustrer la nécessité de revoir les indicateurs liés à la communication afin d'obtenir des résultats escomptés.

La présentation des indicateurs de communication du Plan Stratégique National a été suivie par des travaux de groupe qui ont eu à répertorier les indicateurs de communication non pris en compte dans la présentation du document stratégique; proposer des indicateurs éventuels adaptés à ces activités; et dire s'il peut y avoir un rapport spécifiquement communication annuel national ? Suite à ces questions, une restitution en plénière a été faite et il a été retenu de produire un rapport annuel national spécifiquement communication, et de partager la publication.

Atinédi GNASSE / Honorine MOUKPE

La Journée Mondiale de lutte contre le Sida (JMS) 2019 a déroulé sa cérémonie officielle de lancement le samedi 30 novembre 2019, à Afagnan, Chef-Lieu de la Préfecture du Bas-Mono. Plusieurs allocutions ont eu lieu. Elles ont soit présenté la situation du VIH au Togo, soit présenté les chances du Togo d'atteindre d'ici 2021 les deux premiers 90 de l'ONUSIDA, soit dressé le tableau des performances de la société civile dans la lutte contre le sida depuis environ 30 ans. Les innovations cette année sont, entre autres, l'organisation du lancement officiel par les Organisations de la société Civile, la déclaration d'engagement des Chefs Traditionnels du Togo et la sensibilisation in situ sur les problèmes de la stigmatisation et de la discrimination.



Tribune officielle : 2ème de la gauche (costume sombre), le Président de la Plateforme des OSC

Le lancement officiel

Le lancement officiel a été prononcé par le Président de la Plateforme des OSC contre le sida et pour la santé, Eugène NOVON. Il a dressé un tableau des actions des organisations de la Société civile aussi bien dans la prévention, la prise en charge que la lutte contre la stigmatisation. “La société civile joue son rôle et fait la différence”, selon lui.



M. NOVON

Le président de la Plateforme a exprimé ses gratitude au Chef de l'Etat grâce à qui le Togo a contribué à la reconstitution du Fonds Mondial avec une participation de un million de dollars.

De son côté, le Directeur ONUSIDA au Togo, Dr Eric VERSHUEREN a félicité le Togo pour sa place de locomotive dans la sous-région ouest et centre africaine, une place pas satisfaisante, mais une des meilleures dans cet espace. Avec données chiffrées à l'appui, il a salué les résultats de la riposte au sida au Togo.



Dr Eric VERSHUEREN

En exemple, il a dit que 7 personnes vivant avec le VIH sur 10 connaissent leur statut sérologique ; 6 sur 10 sont sous traitement ARV ; 8 femmes enceintes sur 10 prennent les

médicaments antirétroviraux. La réduction des nouvelles infections à VIH est évidente, même si elle apparaît plus lente que prévue. Le cas des réductions des décès liés au sida se porte un peu mieux. Tous ces résultats sont obtenus, constate-t-il, en partie grâce à la mise en application des objectifs 90 et aussi grâce au dynamisme de la société civile. Malgré cela, il y a bien des défis à relever. Malgré le cadre juridique fort, il existe certaines lois dont les dispositions ne garantissent pas toujours le droit à la santé pour tous. Il a enfin salué l'Etat togolais qui met en place les structures nécessaires à la riposte efficace, le ministère de la santé qui renforce le système sanitaire du Togo. Le Togo fait des progrès, a-t-il conclu, et sur cette lancée, a-t-il dit, il pourra être le premier dans la sous-région à atteindre les deux premiers 90. Le Chef Communication et Relations Publiques du Secrétariat

efficacement les populations ciblées est le dépistage communautaire ». De même la politique souligne que « la société civile sera fortement impliquée dans la prise en charge communautaire et les actions de soutien des PVVIH de même que dans la lutte contre la discrimination et la stigmatisation ».



M. SOGBO, Préfet B/Mono

La première intervention à cette cérémonie est celle du Préfet du Bas/Mono, M. Kokou SOGBO, président du Comité Préfectoral de lutte contre le sida. Il a remercié la plateforme des OSC en lutte contre le sida et pour la santé pour le choix de son territoire pour le lancement de la JMS 2019. Pour lui ; « le thème de cette année interpelle toutes les populations à prendre à bras le corps le problème de santé qui est une denrée précieuse ».

Les chefs coutumiers s'engagent

Le Chef-Canton d'Agomé-Glozo, Togbui Koegan-Toyo a, au nom du Président des Chefs traditionnels du Togo, lu un engagement de ses pairs.



Togbui KOEGAN-TOYO



Atinèdi GNASSE

Permanent du CNLS-IST, M. Atinèdi GNASSE, représentant le Coordonnateur national, a présenté un tableau synoptique de l'épidémiologie au Togo. La prévalence en 2018 « est estimée à 2,27% dans la population générale : 2,89% chez les femmes et 1,58% chez les hommes. Les estimations régionales de 2018 donnent : Lomé Commune : 2,53%, Maritime : 3,19%, Plateaux : 2,09%, Centrale : 2,12%, La Kara : 1,83% et Les Savanes : 0,52% ». Il a salué l'action de « tous les secteurs de la société togolaise, tous les acteurs à tous les niveaux, tous les partenaires techniques et financiers, bilatéraux et multilatéraux » et souligné « la détermination et l'engagement de l'Etat togolais à créer les conditions à l'action de chacun ». L'Etat qui, « à travers le Conseil national de lutte contre le sida, donne des orientations, mobilise les ressources, et veille à la bonne gouvernance de la riposte ».

A propos du thème de la JMS 2019, « **Les communautés font la différence** », et le rôle des organisations communautaires, le représentant du SP/CNLS-IST a souligné l'attention particulière du Secrétariat Permanent qui leur a accordé une place de choix dans la nouvelle politique nationale de lutte contre le VIH et le sida au Togo 2021-2030, Vision 2030. Il a souligné que « l'une des stratégies pour atteindre

« Nous, gardiens des us et coutumes du Togo, qui avons la responsabilité du bien-être de nos populations, nous devons nous engager beaucoup plus aux côtés de ces populations en contribuant à faciliter les actions des ONG et associations, des leaders de nos communautés, des associations et regroupements des jeunes et des femmes et toutes autres actions à base communautaire dans la riposte au VIH. En nous impliquant dans cette lutte, nos voix résonneront fort contre toutes les formes de stigmatisation et de discrimination et autres violations des droits humains surtout les violences faites aux femmes et aux jeunes filles.

Chers acteurs de la société civile togolaise en lutte contre le VIH ; chers amis, parents, filles et fils atteints par le VIH, vous avez notre soutien indéfectible. Nous allons dorénavant engager dans nos contrées des débats communautaires à propos. Chaque chefferie y mettra du sien et sera actrice de terrain à vos côtés ».

La sensibilisation sur la stigmatisation

Le Président du Réseau des Associations des personnes vivant avec le VIH, RAS+ Togo; Augustin Dokla, a eu droit à une dizaine de minutes pour sensibiliser. Il a fait référence à l'observatoire des droits humains et VIH dont les résultats des activités indiquent que la stigmatisation est un fait réel de notre société. 3/4 des PVVIH ont eu des difficultés à obtenir un emploi pour cause de statut VIH, et 4/5 pour obtenir un logement.

Ces cas de stigmatisation sont enregistrés dans les familles, sur les lieux de travail, etc.



M. Augustin Dokla

Il a salué l'engagement des Chefs traditionnels qui, dit-il, est une voix capitale pour lutter contre les deux formes de l'épidémie que constituent la stigmatisation et la discrimination.



ZÉRO

**NOUVELLE INFECTION
À VIH CHEZ
LES JEUNES**

Dominique YINA

Le 26 mai 2020, FHI360 a organisé une réunion de revue des activités du projet **Ending Aids in West Africa (#EAWA)** au Togo. Cette réunion a connu la participation de 94 personnes issues du CNLS-IST, PNLIS-IST, du personnel des sites de mise en œuvre du Togo, du personnel de FHI360 et des représentants du Bureau Régional Santé Afrique de l’ouest de l’USAID basés au Togo et au Ghana. Cette revue est la deuxième du genre dans le cadre de la mise en œuvre du Game changer fund du programme PEPFAR au Togo. A contexte spécial, dispositif spécial. A cause de la pandémie du COVID-19 et des restrictions de regroupement que cette pandémie impose, la revue trimestrielle a été virtuelle en utilisant la plateforme Microsoft Teams. Deux (2) sessions ont meublé cette revue trimestrielle.

La première session a porté sur la présentation des résultats relatifs au dépistage du VIH et à l’arrimage aux ARV suivie du partage d’expérience des sites. Par rapport à la **Présentation des résultats relatifs au dépistage du VIH et à l’arrimage aux ARV et partage d’expériences des sites**, la performance attendue du projet #EAWA en fin avril 2020 est de 58% de réalisation des cibles annuelles (Figure

1). D’octobre 2019 à avril 2020, 6,925 personnes ont été dépistées au VIH soit 51% de taux de réalisation de la cible annuelle. Sur la même période, 6,649 personnes ont été arrimées au traitement ARV soit 43% de réalisation par rapport à la cible annuelle. Le taux d’arrimage aux ARV est de 96% (6,649/6,925).

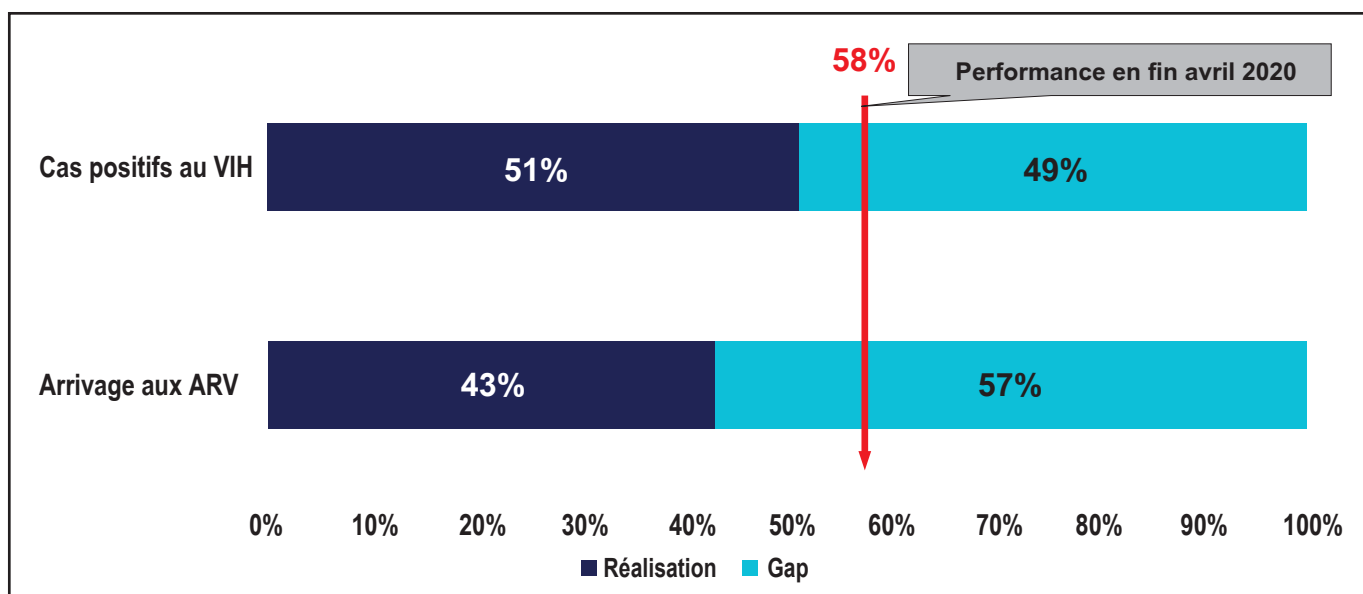


Figure 1: Niveau d’atteinte de la cible annuelle d’Octobre 2019 à Avril 2020 pour les personnes dépistées positives au VIH (HTS_TST_POS) et pour l’arrimage aux ARV (TX_NEW)

A la suite de cette présentation, deux (2) sites de mise en œuvre des interventions du projet ont procédé à des partages d’expériences. Il s’agit de : l’ONG FAMME* et du Centre de santé d’Adakpamé.

- L’ONG FAMME a partagé son expérience dans la mise en œuvre des approches communautaires de dépistage du VIH et de détection des cas positifs telles que : le dépistage au sein de la communauté par des médiateurs et pairs éducateurs formés et équipés en matériel de protection individuelle, EPOA .
- Quant au Centre de santé d’Adakpamé, son partage d’expérience s’est focalisé sur les difficultés auxquelles ce site fait face dans la détection des cas positifs du VIH et dans l’arrimage aux ARV. En effet, ce site est une formation sanitaire publique dont les ressources humaines sont insuffisantes et manquent d’expérience dans la mise en œuvre des approches communautaires. Un plan d’accélération sera développé en juin 2020 afin d’améliorer les performances de ce site. Un partenariat sera établi avec les ONG de l’aire sanitaire afin de mettre

en œuvre les approches communautaires de dépistage du VIH.

La deuxième session a porté sur les résultats relatifs à la rétention des patients sous ARV suivie également du partage d’expériences des sites. S’agissant de la **Présentation des résultats relatifs à la rétention sous ARV et partage d’expériences des site**, il faut rappeler que la file active des patients sous ARV attendue en fin du deuxième trimestre de cette année fiscale est de 29,848. A la fin du trimestre, le nombre cumulé de patients sous ARV suivis dans les sites partenaires du programme PEPFAR au Togo était de 28, 101 soit 94% de cible attendue. Cette bonne performance a été obtenue grâce à l’intensification de la dispensation multi-mois d’ARV (MMD) à partir du mois d’avril 2020 afin de mitiger les effets de la COVID-19 sur la rétention des patients sous ARV. Le graphique 2 montre une évolution de la proportion de patients bénéficiant de MMD. Cette proportion est passée de 14% en fin décembre 2019 à 61% au 10 mai 2020.

* FAMME = Femmes en Action pour le Mieux être de la Mère et de l’Enfant

† EPOA = Enhanced peer outreach approach, en français Approche renforcée de mobilisation et de dépistage par les pairs-éducateurs

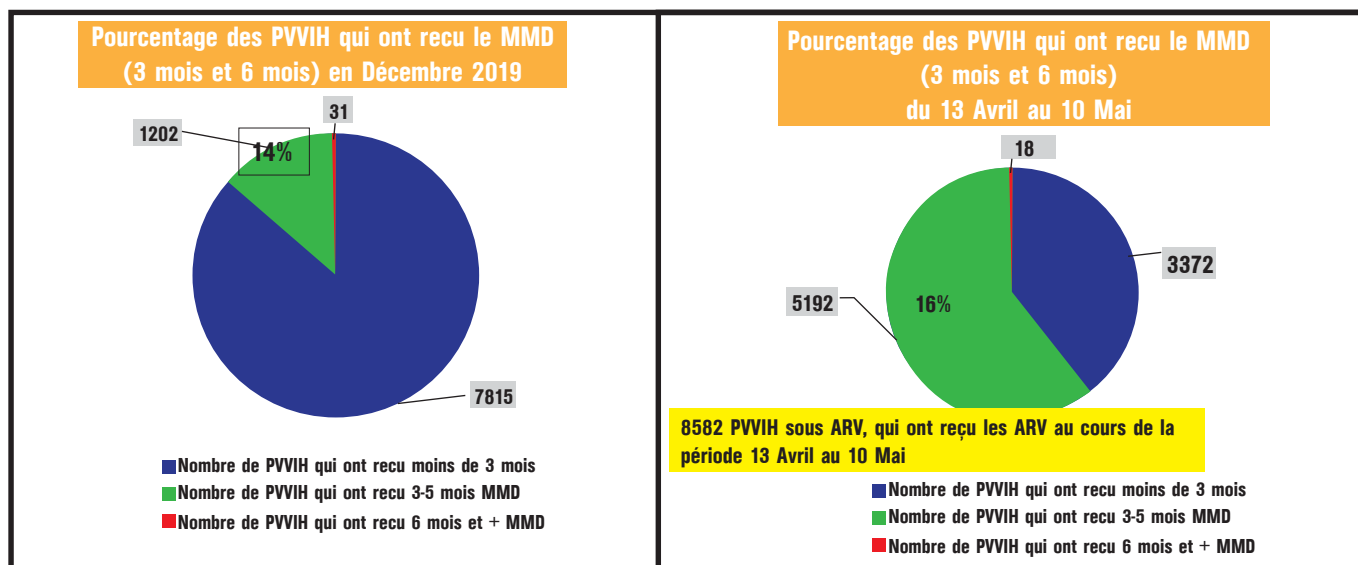
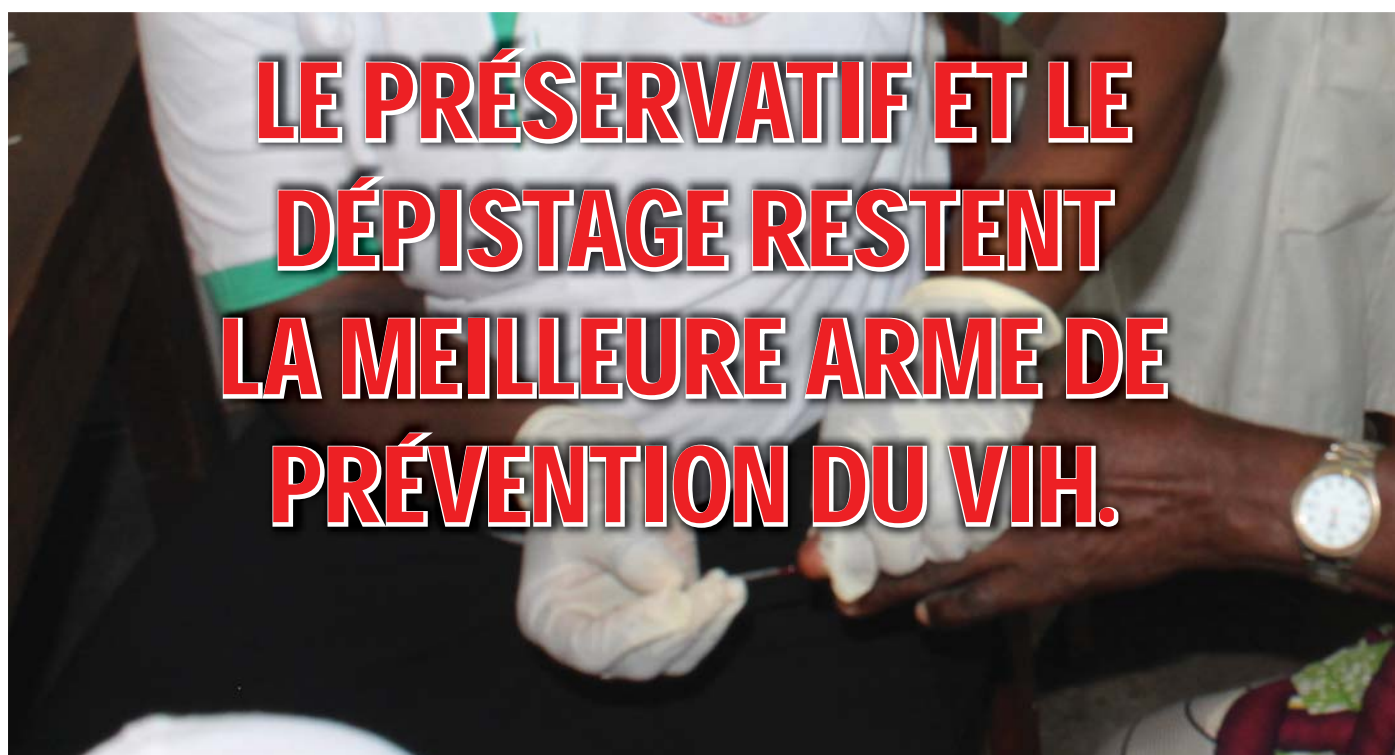


Figure 2: Pourcentage de patients bénéficiant de MMD en décembre 2019 et au 10 mai 2020

A l'image de la première session, deux (2) sites partenaires du projet ont aussi partagé leurs expériences en lien avec la rétention des patients sous ARV. Il s'agit des ONG Le JADE pour la Vie et Espoir Vie-Togo (EVT).

- Le JADE pour la Vie a partagé les stratégies mises en œuvre pour limiter le nombre des absences au renouvellement des ARV et les perdus de vue. Ce site met en œuvre des approches différenciées de dispensation d'ARV ainsi que la dispensation d'ARV à domicile ou en communauté.
- L'expérience partagée par EVT a concerné le dispositif mis en place pour maintenir la saisie des données à temps dans le E-tracker afin de retracer à travers le E-tracker le volume réel de patients actifs.

Cette revue a démarré par le mot de bienvenue adressé par M. Souley Wade, Directeur du projet #EAWA. La cérémonie de clôture a été marquée par deux (2) interventions : (i) celle du Dr Hugues Guidigbi, Conseiller technique principal VIH de USAID-Afrique de l'Ouest; et (ii) le mot de clôture prononcé par le Prof Dagnran Anoumou Claver, Coordonnateur du PNLS-IST. #EAWA est un projet de 5 ans (2017-2022) financé par le gouvernement américain à travers l'Agence de développement des Etats-Unis (USAID) et mis en œuvre par FHI360. L'objectif de #EAWA est de contribuer aux efforts du gouvernement togolais pour atteindre les objectifs 90-90-90 de l'ONUSIDA.



Atinèdi GNASSE

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, à travers la Direction de la santé maternelle et infantile et de la planification familiale (DSMI-PF), en collaboration avec l'ONG Jhpiego, sur les fonds catalytiques de CHAI, a validé les 28 et 29 mai 2020 des messages éducatifs sur la santé de la reproduction et la planification familiale. C'était au cours d'un atelier organisé à l'hôtel Saint Paulos à Lomé.



Les participants à la validation

Une quinzaine de messages éducatifs simples, clairs, compréhensibles pour toutes les cibles sur la Planification Familiale y compris le DMPA-SC, encore appelé SAYANA PRESS, et l'Auto Injection ont été validés. Les messages sont relatifs à trois thématiques : Les méthodes de PF disponibles au Togo et la continuité des services PF en période de crises sanitaires; Le DMPA-SC et l'Auto-Injection; La santé sexuelle et de reproduction des adolescents et jeunes (SSRAJ) y compris l'Auto-Injection du DMPA-SC.

Sur les 14 messages validés, cinq messages ont été retenus au cours de l'atelier. Les messages validés sont des spots et des microprogrammes. Ainsi cinq microprogrammes et neuf spots ont été validés. Ils portent sur les méthodes contraceptives disponibles au Togo, la disponibilité d'un nouveau produit de contraception injectable qu'est Sayana press, la continuité des services et la disponibilité des prestataires en période de crises sanitaires, la protection des jeunes filles contre les grossesses non désirées pour leur assurer un avenir meilleur, le Droit des adolescents et jeunes aux services de santé sexuelle et de reproduction adaptés à leurs besoins, l'autonomisation des adolescents et jeunes en matière de contraception avec Sayana Press, l'importance de la contraception chez les adolescents et jeunes. Les messages produits sur ces supports devront être disponibles à la fin de ce premier semestre 2020.

La quinzaine de messages validés avaient été rédigés au cours d'un premier atelier tenu du 12 au 14 mai 2020 au même hôtel; Au cours de ces deux ateliers les responsables de la DSMI-PF et de jhpiego ont laissé entendre que la Planification Familiale est une intervention à fort rendement et est en train d'être repositionnée, avec comme stratégie, comment mieux susciter la demande par les cibles. Ils ont également rappelé que le Togo avait élaboré des

messages éducatifs sur diverses thématiques sous forme de spots radio, diffusés entre 2010 et 2015 sur les radios communautaires. "La plupart de ces messages étant devenus vétustes, et pour renforcer la communication autour de la PF et le DMPA-SC, il urge de les actualiser pour les mettre à la disposition des médias".



Les participants à la rédaction

En effet depuis 2011, dans le cadre du repositionnement et de l'accélération de la Planification Familiale, le Togo, à l'instar des autres pays de l'Afrique sub-saharienne, ont introduit des stratégies novatrices dont le DMPA-SC en 2018 pour élargir la gamme des contraceptifs et renforcer l'autonomisation de la femme en particulier à travers l'Auto-injection (AI) du DMPA-SC par les clientes elles-mêmes.

Les participants, une quinzaine, sont venus du Ministère de la santé, notamment la Division de la Santé Maternelle et Infantile et de la Planification Familiale, la Division de la Santé des Jeunes et Adolescents, et la Division de la Promotion de la Santé. D'autres compétences ont été sollicitées en tant que personnes ressources : les professionnels de médias, des jeunes ambassadeurs, des prestataires de Planification familiale et le Chef du Service Communication du Secrétariat Permanent du Conseil National de lutte contre le sida, Atinèdi GNASSE.

L'application eCentre Convivial vient d'être nominée parmi les 5 Lauréats du Prix 2020 de l'Observatoire de la eSanté dans les pays du Sud organisé par la Fondation Pierre Fabre. Les prix seront officiellement remis en France en Octobre 2020. CNLS Magazine saisit l'opportunité pour aller à la découverte de eCentre convivial. Le Magazine a obtenu un entretien avec le président de l'association AV Jeunes qui est initiatrice de l'application eCentre Convivial. Rodrigue Kafui AKOLLY présente l'application et fait un point de situation sur son fonctionnement.



Les participants à une session de formation sur l'application

CNLS Magazine : Monsieur le Président, eCentre Convivial, une application électronique au service de la santé des jeunes. Pouvez-vous mieux la faire découvrir aux lecteurs du CNLS Magazine.

Rodrigue Kafui Akolly : Merci beaucoup, CNLS Magazine Développée grâce aux soutiens du Ministère en charge de la Santé, de l'UNFPA, Fonds Mondial, ONUSIDA, PNUD, CRL YALI Dakar et du Réseau YALI, l'application eCentre Convivial, qui est une initiative de l'Association des Volontaires pour la promotion des Jeunes (AV-Jeunes), a pour objectif de favoriser l'accès des adolescents, des jeunes, des femmes et des populations vulnérables aux informations et aux services de soins et de santé en matière de la SSR/MIH/PF en vue de l'atteinte des résultats transformateurs de l'UNFPA, des objectifs 90-90-90 de l'ONUSIDA et des Objectifs de développement durable (ODD) 3 et 5.

Accessible et téléchargeable via le site internet : <https://www.econvivial.org>, eCentre Convivial permet à son utilisateur de bénéficier (i) des conseils pratiques sur la santé sexuelle et de la reproduction disponibles également en audio notamment en français et dans deux langues locales (Ewé et Kabyè). (ii) Elle dispose également d'un système de géolocalisation permettant de référer les utilisateurs vers des formations sanitaires avec une contre référence grâce à son module

Consultation IST et avec pour possibilité de recevoir les résultats d'analyses et les ordonnances en ligne ; (iii) le module suivi du cycle menstruel permet d'envoyer des alertes sms à la veille de chaque menstruation ou période d'ovulation aux jeunes filles et aux femmes; (iv) l'on a également le volet suivi de la grossesse, de la mère et du nouveau-né qui sont des modules destinés à accompagner la femme enceinte et la future mère et son enfant en période de consultations pré et post natale et le suivi vaccinal à travers des automates d'appel et des notifications sms ; (v) enfin le volet Assistance en Ligne qui consiste à répondre aux préoccupations de la population grâce à une équipe de professionnels de la santé composée de médecin, gynécologue, sage-femme et psychologue clinicien. Bref... eCentre Convivial, c'est au-delà d'une formation sanitaire, c'est un outil qui vient en appui aux efforts du personnel de la santé.

CNLS Magazine : La mise en œuvre de l'application, est-elle effective ?

Rodrigue Kafui Akolly : Dans le cadre de la mise en fonctionnement de l'application eCentre Convivial, et conformément, d'une part au protocole d'accord entre AV-Jeunes et ses différents partenaires tels que la Plateforme des OSC/MIH/Santé, UNFPA et UONGTO (UGP/Fonds Mondial) et, d'autre part, au financement des partenaires que sont

ONUSIDA et PNUD, l'Association AV-Jeunes a démarré la deuxième année de mise en œuvre effective des services offerts à partir de l'application eCentre Convivial disponible en deux gammes soit la version eCentre Convivial (Jeunes & Adolescents) et la version eConvivial CPN (Femmes enceintes & nouveau-nés). Entre autres activités qui ont favorisé sa mise en fonction : les mises à jour; la migration du serveur, **l'acquisition du Compte WhatsApp Business** qui est un Chatbot Automatisé; l'assistance en ligne via le compte WhatsApp Business, le Coronavirus COVID-19 avec l'offre de services sur les mesures barrières, la pair Education :avec le renforcement de capacités des Pairs Educateurs

CNLS Magazine : Monsieur Rofrigue Akolly, en quoi consiste la mise à jour ?

Rodrigue Kafui Akolly : Il s'agit essentiellement du passage de la version 2.2 à la version 2.5

Dans le souci de la mise à échelle de ses interventions et la mise en œuvre de son plan d'action 2020, la plateforme eCentre Convivial a connu quelques mises à jour au cours du trimestre. Les développeurs de l'AV-Jeunes ont travaillé sur l'interface et les différents modules des services que ce soit sur la version web ou la version mobile de l'application conformément aux termes de références qui leur ont été soumis. De nouveaux modules sur la maladie du Coronavirus COVID-19 y sont également implémentés compte tenu de la demande des utilisateurs face à cette pandémie qui a également touché le Togo.

Une mise à jour a été faite également sur le serveur amenant eCentre Convivial a passé d'un serveur partagé à un serveur dédié ; lequel permettra aux Administrateurs d'avoir le contrôle total sur ce dernier et d'y apporter les configurations qui s'imposent surtout dans le cadre de la gestion des différents trafics et la sécurisation des données personnelles.

CNLS Magazine : Au cours de ce premier trimestre de l'année 2020, vous avez acquis un compte dénommé WhatsApp Business. Qu'est-ce que c'est ?

Rodrigue Kafui Akolly : Depuis fin décembre 2019, AV-Jeunes était en discussion avec la société INFOBIP, fournisseur agréé des services WhatsApp dans le cadre de l'acquisition de l'API WhatsApp business en vue de rendre beaucoup plus innovants et accessibles les services offerts par eCentre Convivial via le compte WhatsApp de la population. Avec cette nouvelle technologie, eCentre Convivial serait capable de délivrer des services automatiques (Chatbot automatisé) depuis le serveur eCentre Convivial. Ces services porteront sur l'envoi périodique des conseils pratiques à une masse de personnes via WhatsApp, de répondre de façon automatique et simultanée à une multitude de questions des utilisateur à l'aide d'un robot et de mettre en relation les utilisateurs avec les téléconseillers.

Il faut rappeler également que ce dispositif vient résoudre le problème lié à la collecte manuelle des données sur le compte de messagerie traditionnelle WhatsApp ; un exercice difficile auquel se prête les téléconseillers et les chargés du suivi/évaluation.

Après l'accord de principe entre AV-Jeunes et la société INFOBIP, la technologie WhatsApp Business a été déployée pour eCentre Convivial afin de permettre à l'équipe de tester la solution et de conclure ou pas l'accord de partenariat avec ce dernier. Le compte a été déployé et les téléconseillers se sont mis à la tâche afin de prendre en compte la *crise sanitaire qu'est la COVID 19 qui préoccupe le plus les Togolais aujourd'hui*.



CNLS Magazine : Justement, s'agissant de la maladie à coronavirus, que faites vous?

Rodrigue Kafui Akolly : A propos du coronavirus, les interventions principales ont concerné l'offre de services sur les mesures barrières. Dans le but de contribuer à la lutte contre la propagation du COVID-19 et de promouvoir les mesures barrières, AV-Jeunes a implémenté un nouveau module dans eCentre Convivial dénommé « COVID-19 » et qui offre des services tels que : *Assistance en ligne, Mesures Barrières, Notification Push, Quiz, Auto Test, Cartographie de contamination au Togo*. Tous ces services ont fait l'objet d'une large campagne de communication tant sur les radios de la place que sur les réseaux sociaux.

CNLS Magazine : Monsieur le président de AV Jeunes, je vous remercie.

Rodrigue Kafui Akolly : C'est moi qui vous remercie.

Jules BROUKOUM



Vue partielle de l'assistance au lancement du projet en décembre 2019

L'ONG Appui au Développement et à la Santé Communautaire (ADESCO) en partenariat avec le CNLS-IST, Plan International Togo et des ONG notamment, LA COLOMBE et Réseau CUPIDON a organisé, les 15 et 16 janvier à Lomé, un atelier pour le démarrage du projet « *Engagement de la société civile pour la promotion des droits sexuels des minorités sexuelles au Togo* ». L'atelier qui a regroupé les membres des OSC, les autorités religieuses et traditionnelles, les partenaires techniques et financiers, et des représentants de certains ministères, s'inscrit dans le cadre des actions visant la promotion de la santé et droits sexuels et reproductifs pour tous sans discrimination au Togo. Le but était d'échanger sur les objectifs, les résultats et le plan de mise en œuvre du projet avec toutes les parties prenantes.

Le projet « *Engagement de la société civile pour la promotion des droits sexuels des minorités sexuelles au Togo* » contribuera à la jouissance par toute la population y compris les minorités sexuelles de leurs droits à la Santé, Droits sexuels et de Reproduction, la création d'une synergie d'actions entre les OSC, les organisations identitaires et autres acteurs pour la promotion des droits sexuels et reproductifs pour tous et surtout des minorités sexuelles dans le pays. Les promoteurs veulent élaborer une planification plus détaillée des deux années du projet ; s'accorder sur les rôles et responsabilités autour du projet afin de s'assurer que le projet sera mis en œuvre de façon efficiente et effective. Ce projet élaboré et mis en œuvre avec l'appui financier de la subvention réseau d'AmplifyChange, permettra à terme de créer un environnement social favorable à la jouissance des droits sexuels pour tous sans discrimination en identifiant et éliminant les normes et croyances néfastes qui alimentent les violations aux droits sexuels de tous. En effet, les minorités sexuelles sont constituées des PS ou Professionnels de Sexe et des LGBTIQ qui sont constituées des lesbiennes, Gays,

Bisexuels, Transgenres, Intersexués et Queers. Selon la présidente du conseil d'administration de ADESCO, chef de file de la Coalition, Mme Boyodé Anabidé, le projet couvre les cinq (05) régions économiques du Togo et se focalisent essentiellement sur le renforcement de la société civile pour la promotion des droits sexuels et de reproduction comme droits humains. Elle a précisé que le projet sera mis en œuvre durant deux (2) ans du 1er décembre 2019 au 30 novembre 2021 avec un financement réseau du bailleur AmplifyChange à hauteur de 335 804 852 F CFA soit 542 421 Euro. Se basant sur l'exemple de nombreuses pertes en vies humaines parmi les homosexuels dans les années 1980 et 1990 Mme Boyodé a indiqué qu'il est nécessaire d'abolir la discrimination et stigmatisation des minorités sexuelles afin de permettre l'extension des soins au VIH à tous les niveaux. Elle a fait savoir que les minorités sexuelles, par manque ou insuffisance de messages de santé et de supports appropriés s'engagent par ignorance dans des aventures qui peuvent augmenter leur risque d'infection et même contaminer l'autre couche de la population. Le psychologue conseiller technique dans le CA de l'ONG ADESCO, Joseph SEDO a démontré que l'orientation selon l'approche freudienne prend naissance entre 3 et 5 ans dans le développement psychosexuel de l'enfant, à une période où l'enfant n'a pas encore conscience de ses choix. Ce n'est donc pas un choix ni un phénomène de mode, on est homosexuel comme on est gaucher ou droitier et ceci demande un effort de compréhension des comportements des uns et des autres. Le représentant Pays ONUSIDA Eric VERSCHUEREN s'est réjoui de l'effort déployé par le Togo dans la baisse de l'infection au VIH/SIDA. Il a réaffirmé la disponibilité de son institution à continuer de soutenir le Togo dans cette lutte. Au nom du Coordonnateur du SP-CNLS-IST, Monsieur AMOUSSOU Damien a lancé le démarrage du projet en souhaitant plein succès à sa mise en œuvre

Que savoir du projet « Engagement de la société civile pour la promotion de la santé, droits sexuels et de reproduction pour tous au Togo » ?

Officiellement lancé le 16 janvier 2020 à Lomé par un atelier qui a permis de mettre en exergue la contribution des différents acteurs, le projet «Engagement de la société civile pour la promotion de la santé, droits sexuels et de reproduction (SDR) pour tous au Togo» est une initiative de la coalition « Mouvement Pro-SSR pour tous au Togo ». Ce projet permettra à terme de créer un environnement social favorable à la jouissance des droits sexuels pour tous sans discrimination en identifiant et en contribuant à éliminer les normes et croyances néfastes qui alimentent les violations des droits sexuels de tous.

Pourquoi une telle initiative ? Le Togo a ratifié la plupart des instruments juridiques internationaux sur les droits humains, acceptant ainsi l'important principe de non-discrimination qui sous-tend leur jouissance. La jouissance effective des droits à la Santé et des Droits Sexuels et de reproduction par les populations en général reste un défi majeur. Ce défi est plus énorme chez les minorités sexuelles. Par minorités sexuelles, il faut entendre diversité des pratiques sexuelles, d'identité de genres, notamment tels que les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transsexuels et les transgenres.

Ce projet a pour objectif général de « Renforcer la société civile y compris les acteurs identitaires pour le respect des droits à la SSR des minorités sans discrimination à travers le réseautage au Togo d'ici 2021 ». Le projet est mis en œuvre durant deux ans (1er décembre 2019 au 30 Novembre 2021). Il est financé par le bailleur Amplify Change. Il couvre les 5 régions économiques du Togo et se focalise essentiellement sur le renforcement de la société civile. Il cible particulièrement les OSC intervenant dans le domaine de la SDR, les OSC LGBT triplement discriminées du fait de leur faible capacité institutionnelle, de leur minorité et de l'environnement socio-culturel avec ses tabous.

Le projet est une initiative de la coalition « Mouvement Pro-SSR pour tous au Togo ». Cette coalition regroupe les ONGs ADESCO (Appui au Développement et à la Santé Communautaire) qui est la cheffe de file, Plan International Togo, La Colombe et le Réseau CUPIDON.



Trois amis de longue date, se retrouvent au bar. Au bout de quelques verres ils sont mûrs pour les confidences. Aussi l'un d'eux finit - il par demander aux autres :

- Dites donc vous faites l'amour quand, vous ?
- Moi toutes les fins de semaine ! répond l'un d'entre eux.
- Très bien, les vendredis, samedis et dimanches. C'est ça ?
- Oui, et toi ?
- Moi les jours qui commencent par M ! Donc, les Mardis et les Mercredis....

Se tournant vers le troisième :

- Et toi ?
- Moi les jours qui commencent par D...
- Oh !!! Mon pauvre, seulement le Dimanche ?
- Non excuse moi, mais tu oublies que je suis occitan :

«Dilluns,Dimarts, Dimecres, Dijous, Divendres, Dissabte, Dimenge...!!!»

- Et maintenant qu' il faut se laver les mains à l'eau et au savon, porter des bavettes et respecter la distance de 1,5m, comment fais-tu?
- Bah je fais rien du tout car je suis trop court...

